Assurance et prévention : les assurés face aux enjeux des risques climatiques

Pierre François & Laurence Barry

Séminaire PARI, 17 décembre 2025

Introduction

Le comportement des assurés est une variante du comportement des consommateurs. Que sait-on ?

(1) **Les inégalités**, quant aux responsibilités et quant aux consequences:

- L'empreinte carbonne des individus est très inégale ;
- Les plus exposés ne sont pas nécessairement les plus pauvres, mais les classes moyennes inférieures ;

Introduction

Le comportement des assurés est une variante du comportement des consommateurs. Que sait-on ?

(2) Opinions et pratiques – 4 profils se dégagent :

1. Le « **consumérisme assumé** » (**28 %):** des ménages aisés, avec enfants, en maison individuelle.
2. Les « **éco-consuméristes** » (**28,5 %):** des retraités, voyagent peu et ont le temps de produire leurs propres aliments, d'aller chez les producteurs, etc.
3. L'« **éco-cosmopolitisme** » (**16,5 %**): des jeunes et des intellectuels vivant en ville, dans de petits logements, mais se déplaçant fréquemment à l'étranger pour leurs loisirs.
4. La « **frugalité sans intention** » (**27 %**): des ménages modestes, peu soucieux de sobriété, mais polluant faiblement car disposant de ressources limitées.

Introduction

SciencesPo
CENTRE DE DONNÉES SOCIO-POLITIQUES

ELIPSS
ÉTUDE LONGITUDINALE
PAR INTERNET
POUR LES SCIENCES SOCIALES

Les données :

- Le panel ELIPSS ;
- Le Baromètre Ecologie Environnement ;

Introduction

Notre enquête:

SciencesPo
CENTRE DE DONNÉES SOCIO-POLITIQUES

ELIPSS
ÉTUDE LONGITUDINALE
PAR INTERNET
POUR LES SCIENCES SOCIALES

Greffer sur l'enquête BEE/ELIPSS, 5 questions relatives à l'assurance:

1. Habitez-vous dans une zone exposée aux catastrophes naturelles ? [Oui ; Non ; Je ne sais pas] Si Q1 = non :

2. Pensez-vous que votre zone d'habitation actuelle sera exposée aux catastrophes naturelles à l'avenir ? [Oui, d'ici les 5 prochaines années ; Oui, d'ici les 10 prochaines années ; Oui, dans plus de 10 ans ; Non ; Je ne sais pas]

3. Aujourd'hui, les contrats d'assurance habitation incluent d'office une couverture contre les risques de catastrophes naturelles, qui permet à tous les assurés d'être couverts. Le coût de cette couverture est en moyenne de 25 € par contrat, et passera en 2025 à 41 € en moyenne. Cette augmentation vous semble-t-elle ? [Insuffisante ; raisonnable; excessive; ne me concerne pas, je ne suis pas assuré]

4. Selon vous, les particuliers qui habitent dans des zones plus risquées devraient-ils payer plus cher leur assurance habitation ? [Oui, tout à fait ; Oui, plutôt ; Non, plutôt pas ; Non, pas du tout]

5. Le changement climatique engendre de nouveaux risques de catastrophes naturelles. Qui doit mettre en place des mesures pour éviter que ces risques ne se produisent/pour se protéger ? [*Veuillez classer les acteurs suivants de 1 à 4, où 1 est l'acteur qui devrait agir en priorité :* L'État ; Les collectivités locales ; Les compagnies d'assurance ; Les particuliers dans les zones à risques]

Introduction

Notre enquête:

- Questions passées à l'Automne 2024, 1882 répondants (réponses partielles ou totales)

SciencesPo
CENTRE DE DONNÉES SOCIO-POLITIQUES

ELIPSS
ÉTUDE LONGITUDINALE
PAR INTERNET
POUR LES SCIENCES SOCIALES

Trois interrogations :

1. Quelle perception du risque ?
2. Quels mécanismes de prise en charge du risque ?
3. Quelle prise en charge de la prévention ?

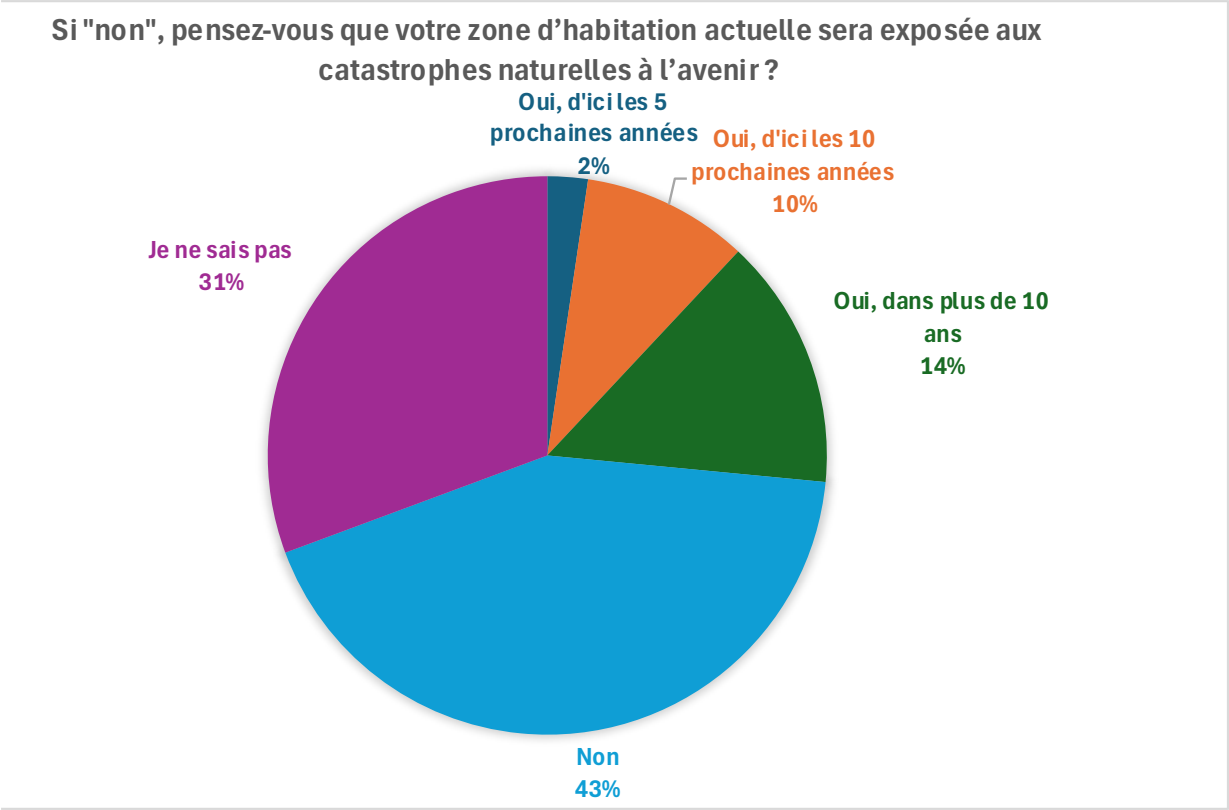
1. Etre dans une Zone Risquée (ZR) aujourd'hui ou demain

- Les individus qui pensent habiter aujourd'hui dans une zone à risque sont très minoritaires…
- …et ceux qui déclarent de manière certaine ne pas y habiter sont très majoritaires.

1. Etre dans une Zone Risquée (ZR), aujourd'hui ou demain

Parmi ceux qui, aujourd'hui, déclarent ne pas habiter dans une zone à risque…

- ceux qui sont sûrs de ne pas y habiter demain sont minoritaires, car…
- …un tiers disent ne pas savoir…
- …un quart pensent y habiter à plus ou moins long terme.



1. Etre dans une Zone Risquée (ZR) aujourd'hui ou demain

Que mesure-t-on : une perception ou une situation ?

- Une perception :
  - Lien fort à l'éco-anxiété ;

		ZR Aujourd'hui			ZR Demain		
		Oui	Non	NSP	Oui	Non	NSP
Anxieux	Oui	18**	65,1*	16,9**	33,2**	33*	33,8
	Non	13*	74,8**	12,2*	22,5*	48,7**	28,8
Hyper-Anxieux	Oui	23,9**	59,6*	13,7	25*	43,9	31,1
	Non	13,3	73**	16,5	35,9**	36,2	27,9
Total		15	71	14	26,5	42,8	30,7

Lecture : 18% des individus anxieux face au risque climatique pensent habiter dans une zone à risque aujourd'hui, contre 15% dans l'ensemble de la population des répondants.
* Significativement sous-représentés ;
** Significativement sur-représentés.

1. Etre dans une Zone Risquée (ZR) aujourd'hui ou demain

Que mesure-t-on : une perception ou une situation ?

- Une perception :
  - Lien fort à l'éco-anxiété ;
  - L'auto-disqualification sur l'avenir : les plus modestes, les moins diplômés.

		ZR Demain		
		Oui	Non	NSP
Revenus	Moins de 1400 €	23	32,2*	44,8**
	1400 à 2500 €	26,3	46,4	27,3
	Plus de 2500 €	29,1	46,3	24,6*
Diplôme	Sans ou BEPC	20,3*	34,7*	45**
	CAP/CEP	14,9*	49,8**	35,3
	Bac à Bac + 2	29,8**	43,6	26,7*
	Au moins Bac+3	37,7**	44,5	17,8*
Total		26,5	42,8	30,7

Lecture : 23% des individus gagnant moins de 1400 € pensent habiter demain dans une zone à risque, contre 26,5% dans l'ensemble de la population des répondants.
* Significativement sous-représentés ;
** Significativement sur-représentés.

1. Etre dans une Zone Risquée (ZR) aujourd'hui ou demain

	ZR Aujourd'hui		
	Oui	Non	NSP
Nord	7,4*	81**	11,6
Est	14	73,3	12,7
Centre-Est	17,9	60,1*	21,9**
Ouest	14,7	72,6	12,7
Sud-Ouest	10,1*	75,4	14,4
Méditerranée	36,7**	42,1*	21,1**
Région parisienne	13,3	78,2**	8,5*
Bassin parisien	4,7*	83,5**	11,8
Total	15	71	14

Cette perception peut s'appuyer sur une situation objective :

- Pour aujourd'hui, l'importance de la variable géographique ;

Lecture : 7,4% des individus habitant dans le Nord pensent habiter dans une zone à risque aujourd'hui, contre 15% dans l'ensemble de la population des répondants.
* Significativement sous-représentés ;
** Significativement sur-représentés.

1. Etre dans une Zone Risquée (ZR) aujourd'hui ou demain

	ZR Aujourd'hui			ZR Demain		
	Oui	Non	NSP	Oui	Non	NSP
Locataire	11,8*	72,8	15,4	27,2	38,5*	34,2**
Petit propriétaire	20,5**	67,9	11,5	35,6**	39,8	24,6*
Grand propriétaire	12,2*	71,9	15,9	16,7*	51**	32,3
Total	15	71	14	26,5	42,8	30,7

Lecture : 11,8% des locataires pensent habiter dans une zone à risque aujourd'hui, contre 15% dans l'ensemble de la population des répondants.
* Significativement sous-représentés ;
** Significativement sur-représentés.

Cette perception peut s'appuyer sur une situation objective :

- Pour aujourd'hui, l'importance de la variable géographique ;
- Pour aujourd'hui ou demain, le fait d'être un petit propriétaire.

2. Quels mécanismes de prise en charge?

- De manière idéale-typique, la couverture contre les risques peut relever de deux types de mécanismes :
  - Les mécanismes marchands : « chacun paie son risque » ;
  - Les mécanismes de solidarité (potentiellement) redistributive : « tout le monde peut s'assurer, à un prix acceptable ».

➔ Quelle est la position des assurés par rapport à ces deux mécanismes ?

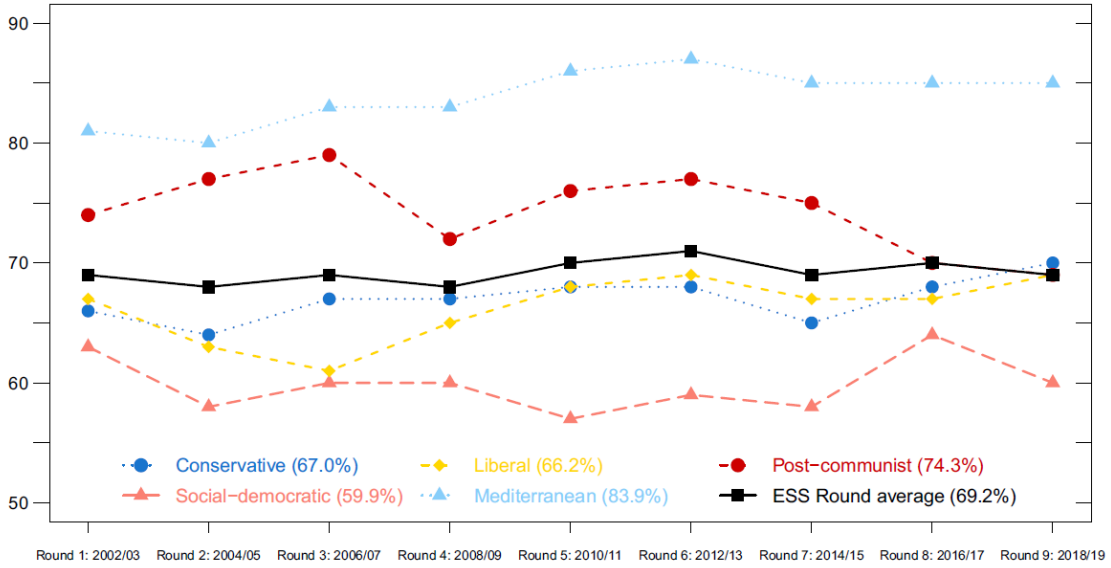
- Cette polarité se retrouve pour faire face à d'autres types de risques, pour allouer les ressources sur d'autres activités.

➔ Que dit la littérature ?

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Constats :

- Une préférence générale pour les mécanismes de solidarité ;
- Cette préférence est plus faible dans les pays où ces mécanismes sont très ancrés ;
- La France ne se singularise pas par cette préférence, mais par son degré d'insatisfaction sur ces résultats (alors qu'elle est l'un des pays où les inégalités sont les plus contenues).



To what extent you agree or disagree with each of the following statements: 'The government should take measures to reduce differences in income levels' The vertical axis reports the percentage of respondents who agree strongly or agree with the statement.

2. Quels mécanismes de prise en charge?

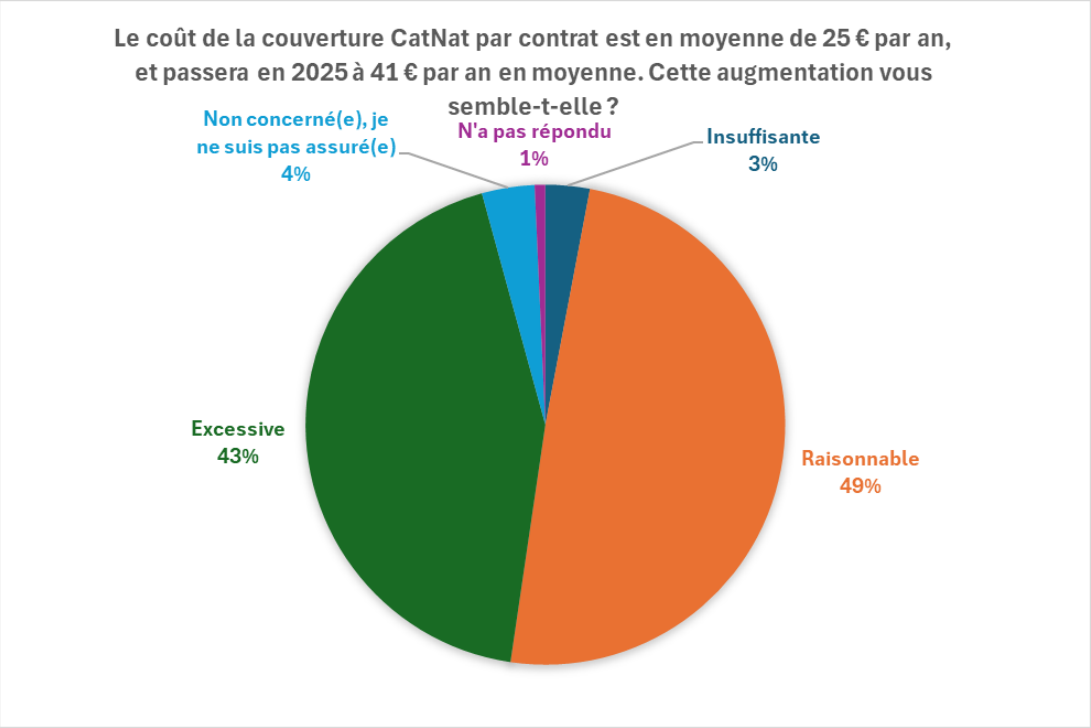
Variables et hypothèses :

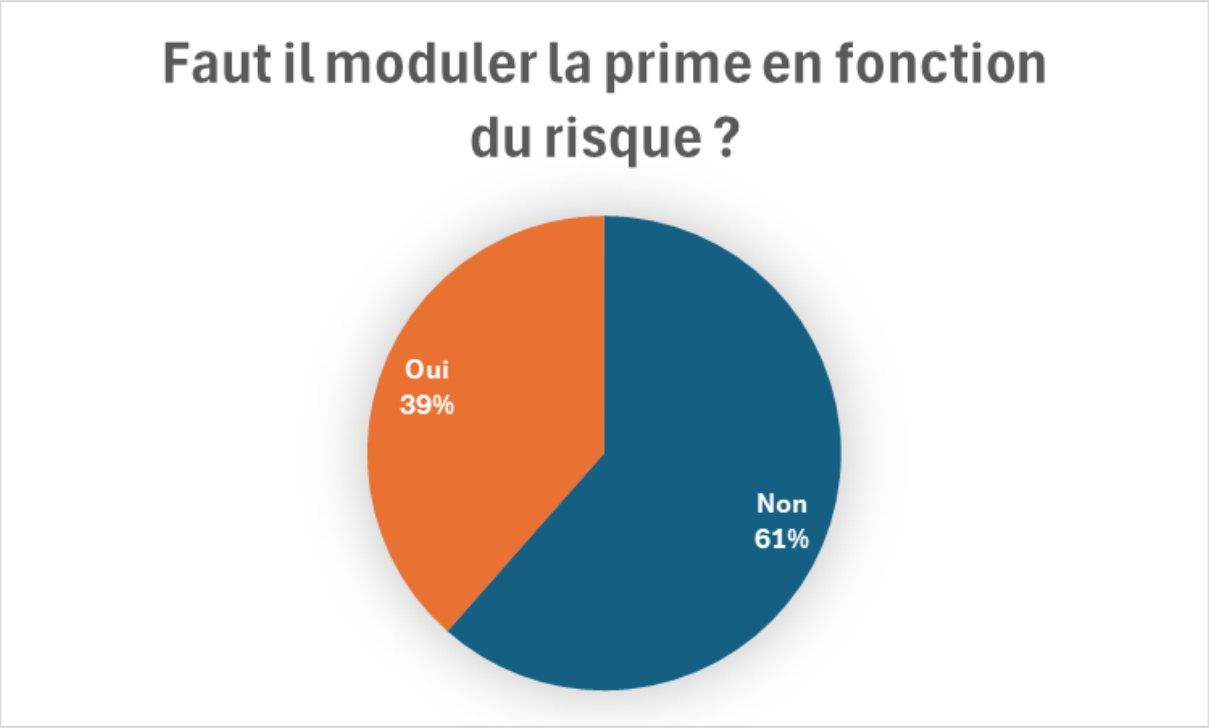
- L'appartenance de classe (revenus, diplômes) et le niveau des inégalités ;
- La perception du risque, générique et spécifique ;
- Le rôle déterminant des valeurs, souvent acquises dans la socialisation précoce ;
- Le rôle déterminant des incohérences.

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Un constat massif et convergent :

- Le soutien à un dispositif de solidarité qui doit permettre à tous de s'assurer…
- …mais une mise en discussion (minoritaire, mais conséquente) de ses modalités, qui n'exclut pas le principe d'une modulation.

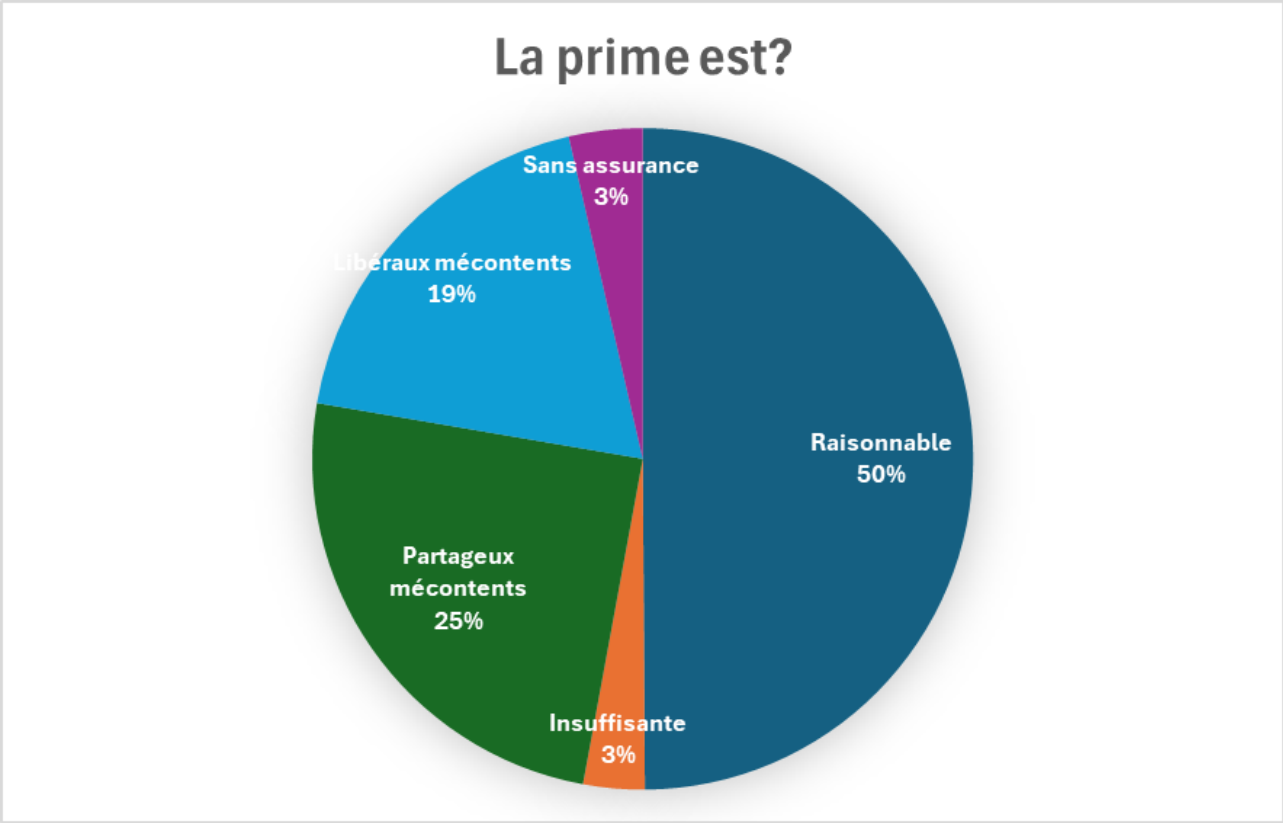




2. Quels mécanismes de prise en charge?

Lorsque la hausse de la prime est jugée excessive, elle peut l'être par :

- Ceux qui s'opposent à une modulation des primes en fonction du risque…
- …et ceux qui y sont favorables.



2. Quels mécanismes de prise en charge?

Qui dit quoi ?

(1) Qui n'est pas assuré ?

- Une population très contenue : 3,6% !
- Et plus réduite encore si l'on exclue les étudiants…
- Parmi ceux qui restent, l'effet déterminant du niveau de revenus.

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Qui dit quoi ?

(2) Qui juge la hausse insuffisante ?

- Une population plus réduite encore…

- …dont le profil est malaisé à établir.
  - Eco-anxiété ;
  - Agglomération parisienne ;
  - Position politique ?

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Qui dit quoi ?

(3) L'effet déterminant de la perception du risque (aujourd'hui) :

- Sur la hausse de la prime…
- …comme sur le principe de la modulation.

		La hausse de la surprime est raisonnable	Les assurés des ZR doivent payer plus cher
Être dans une zone à risque aujourd'hui	Non	48,6	41,9**
	NSP	43,2	33,6
	Oui	62,2**	27,2*
Total		49,9	38,5

Lecture : 62,2% des individus pensant vivre aujourd'hui dans une ZR jugent raisonnable la hausse de la surprime, contre 49,9% dans la population complète.
* Significativement sous-représentés ;
** Significativement sur-représentés.

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Qui dit quoi ?

(3) L'effet déterminant de la perception du risque (aujourd'hui) :

- Sur la hausse de la prime…
- …comme sur le principe de la modulation.
- Des effets qui se maintiennent quand on contrôle d'autres variables.

VD : La hausse de la surprime est raisonnable Oui/Non				
		OR	p-value	Sign.
Intercept		0,51	0	***
Age	Moins de 25 ans	0,77	0,26	
Ref. 26 à 65 ans	Plus de 66 ans	2,2	0	***
Revenus	Moins de 1400 €	0,6	0,009	**
Ref. 1400 à 2500 €	Plus de 2500 €	1,6	0,005	**
Diplôme	Inférieur au Bac	1,3	0,23	
Ref. Bac	Au moins Bac+2	2,1	0	***
ZR aujourd'hui	NSP	1,3	0,41	
Ref. Non	Oui	1,6	0,027	*

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Qui dit quoi ?

(4) Les valeurs, avant toutes choses ?

- Oui, même s'il s'agit de valeurs différentes selon que l'on parle de la hausse de la prime ou de la modulation.
- Mais l'effet des valeurs s'évanouit très vite quand on le contrôle avec d'autres variables.

		La hausse de la surprime est raisonnable	Les assurés des ZR doivent payer plus cher
Positionnement politique	Droite	52,5	45,6**
	Centre	45,7*	39,6
	Gauche	52	30,5*
Sensibilité au changement climatique	Non	39,2	41,3
	Oui	51,9**	38
	Total	49,9	38,5

Lecture : 52,5% des individus qui se positionnent à droite jugent raisonnable la hausse de la surprime, contre 49,9% dans la population complète.
* Significativement sous-représentés ;
** Significativement sur-représentés.

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Qui dit quoi ?

(5) L'appartenance de classe et ses effets inattendus:

- Rappel :
  - Le soutien aux dispositifs libéraux est plus fort au sein des classes dominantes, qui sont plus hostiles aux dispositifs redistributifs et solidaires ;
  - C'est l'inverse pour les classes populaires.

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Qui dit quoi ?

(5) L'appartenance de classe et ses effets inattendus:

- Le soutien à la hausse de la prime, plus fort au sein des classes moyennes sup. et dominantes…
- …qu'au sein des classes populaires.

		La hausse de la surprime est raisonnable	Les assurés des ZR doivent payer plus cher
Revenus	Moins de 1400 €	31,3*	36,5
	1400 à 2500 €	48,6	35,9
	Plus de 2500 €	63,6**	43,2**
Diplômes	Inférieur au bac	47,3	38,8
	Bac	36*	27,8*
	Au moins Bac+2	58,6**	43**
PCS	Agriculteur	65,9	47,9
	Ouvrier	39,1*	47,7**
	Employé	37,5*	33,1*
	Artisan, commerçant	49,9	33
	Profession intermédiaire	50,5	38,7
	Cadres	63,6**	42
	Total	49,9	38,5

2. Quels mécanismes de prise en charge?

Qui dit quoi ?

(5) L'appartenance de classe et ses effets inattendus:

- Au soutien de la modulation des primes : les deux extrêmes de la hiérarchie sociale.

➔ Les ambivalences d'une prime uniforme : redistributive, ou anti-redistributive ?

		La hausse de la surprime est raisonnable	Les assurés des ZR doivent payer plus cher
Revenus	Moins de 1400 €	31,3*	36,5
	1400 à 2500 €	48,6	35,9
	Plus de 2500 €	63,6**	43,2**
Diplômes	Inférieur au bac	47,3	38,8
	Bac	36*	27,8*
	Au moins Bac+2	58,6**	43**
PCS	Agriculteur	65,9	47,9
	Ouvrier	39,1*	47,7**
	Employé	37,5*	33,1*
	Artisan, commerçant	49,9	33
	Profession intermédiaire	50,5	38,7
	Cadres	63,6**	42
	Total	49,9	38,5

3. La prévention, une affaire d'Etat

- La prévention est avant tout l'affaire de l'Etat…

	Rang moyen	Fréquence de 1er rang
Etat	1,7	61,2%
Collectivités locales	2,2	18,6%
Cies d'Assurance	3	7,5%
Assurés	3	12,7%

- …et c'est le cas pour tout le monde !

	Ecart supérieur (rang + haut)	Ecart inférieur (rang + bas)
Etat	Aucun	
Collectivités locales	Moins de 25 ans ; 26 à 45 ans ; Autres salariés ; Autres inactifs ; Nord	Plus de 46 ans ; Retraités
Cies d'Assurance	Retraités	Moins de 25 ans ; Chômeurs
Assurés	Fonctionnaires	Retraités ; non diplômés

3. La prévention, une affaire d'Etat

Si l'on tente de repérer des associations typiques d'acteurs à qui l'on impute la prévention :

- Celles qui sont dominées par l'Etat rassemblent 80% des réponses.

	Effectifs	Etat	Collectivités locales	Cies Assurance	Assurés
Girondin	151	3,41	1,48	3,52	1,59
Public & Assurance	516	1,22	1,81	2,97	4
Libertarien	157	3,69	3,06	1,48	1,76
Etat & Assurance	186	1,16	3,13	1,84	3,87
Public & Assurés	527	1,26	2,02	3,96	2,76

3. La prévention, une affaire d'Etat

Si l'on tente de repérer des associations typiques d'acteurs à qui l'on impute la prévention :

- Celles qui sont dominées par l'Etat rassemblent 80% des réponses.
- Deux sont très proches (Etat & Collectivités locales), et regroupent les 2/3 des réponses – elles se distinguent par l'identité du (lointain) troisième.

	Effectifs	Etat	Collectivités locales	Cies Assurance	Assurés
Girondin	151	3,41	1,48	3,52	1,59
Public & Assurance	516	1,22	1,81	2,97	4
Libertarien	157	3,69	3,06	1,48	1,76
Etat & Assurance	186	1,16	3,13	1,84	3,87
Public & Assurés	527	1,26	2,02	3,96	2,76

3. La prévention, une affaire d'Etat

Si l'on tente de repérer des associations typiques d'acteurs à qui l'on impute la prévention :

- Les deux clusters non centrés sur l'Etat sont résiduels (10% chacun) ;

	Effectifs	Etat	Collectivités locales	Cies Assurance	Assurés
Girondin	151	3,41	1,48	3,52	1,59
Public & Assurance	516	1,22	1,81	2,97	4
Libertarien	157	3,69	3,06	1,48	1,76
Etat & Assurance	186	1,16	3,13	1,84	3,87
Public & Assurés	527	1,26	2,02	3,96	2,76

3. La prévention, une affaire d'Etat

Si l'on tente de repérer des associations typiques d'acteurs à qui l'on impute la prévention :

- Les deux clusters non centrés sur l'Etat sont résiduels (10% chacun) ;
- L'un est centré sur collectivités locales, l'autre sur les acteurs privés.

	Effectifs	Etat	Collectivités locales	Cies Assurance	Assurés
Girondin	151	3,41	1,48	3,52	1,59
Public & Assurance	516	1,22	1,81	2,97	4
Libertarien	157	3,69	3,06	1,48	1,76
Etat & Assurance	186	1,16	3,13	1,84	3,87
Public & Assurés	527	1,26	2,02	3,96	2,76

3. La prévention, une affaire d'Etat

- Des clusters où les classes dominantes, plutôt âgés, plutôt liés au privé et se positionnant à droite, sont sur-représentés, et qui reposent sur un face-à-face public (local ou national) et assurés.

	Sur-représentés	Sous-représentés
Girondin	Âgés, Ruraux, Revenus élevés, Est de la France, Centre et Droite	Jeunes actifs, Revenus médians, Sud-Ouest, Gauche
Public & Assurance	Jeunes actifs, fonctionnaires, Gauche	Revenus élevés, Centre et droite
Libertarien	Jeunes, Sud-Ouest	Artisans et commerçants, Agglomération parisienne
Etat & Assureurs	Jeunes, Artisans et commerçants, Salariés du privé, Revenus faibles et médians, petite agglomération	Retraité, Revenus élevés
Public & Assurés	Âgés, Cadres, Retraités, Auvergne & Rhône-Alpes, Droite	Chômeurs, Professions intermédiaires, Jeunes et jeunes actifs, Gauche

3. La prévention, une affaire d'Etat

- Des clusters où dominent les classes moyennes, plutôt jeunes, qui appellent de leur vœu une mobilisation de l'Etat et des assureurs.

	Sur-représentés	Sous-représentés
Girondin	Âgés, Ruraux, Revenus élevés, Est de la France, Centre et Droite	Jeunes actifs, Revenus médians, Sud-Ouest, Gauche
Public & Assurance	Jeunes actifs, fonctionnaires, Gauche	Revenus élevés, Centre et droite
Libertarien	Jeunes, Sud-Ouest	Artisans et commerçants, Agglomération parisienne
Etat & Assureurs	Jeunes, Artisans et commerçants, Salariés du privé, Revenus faibles et médians, petite agglomération	Retraité, Revenus élevés
Public & Assurés	Âgés, Cadres, Retraités, Auvergne & Rhône-Alpes, Droite	Chômeurs, Professions intermédiaires, Jeunes et jeunes actifs, Gauche

Conclusion

- La perception du risque est liée à des indices sur l'exposition locale (cf. les régions), à la crainte liée à la propriété (le statut d'occupant) et, plus généralement, à l'éco-anxiété.

- Les dispositifs de solidarité sont soutenus dans leur principe, mais discutés dans leur modalité.

- Cette attitude varie dans un sens parfois cohérent avec les résultats de la littérature (perception du risque, orientation politique), et parfois de manière contre-intuive ou clivée (l'appartenance de classe).

- La prévention est massivement considérée comme une affaire publique, même si de (faibles) variations peuvent se faire jour quant au niveau d'implication des assureurs, qui renvoient à un clivage
  - d'âge (vieux vs. jeune) ;
  - de position sociale (classe dominante vs. classe moyenne)
  - et d'orientation politique (droite vs. gauche).

Merci!